

**DECLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS
DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE**

Le chef d'entreprise ci-après dénommé:

Nom, prénom:
Date et lieu de naissance:
Situation matrimoniale: Nationalité:
Domicile:

N° Téléphone: n° téléphone portable :
Adresse électronique :@.....

Agissant en qualité de: (1) Commerçant - Artisan - « Auto-entrepreneur » - Représentant légal de la société ci-dessous:

(1)Rayer la mention inutile

Assisté ou représenté par : (avocat, mandataire)

Nom, prénom, qualité:
Adresse:

N° Téléphone:

Demande l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire concernant l'entreprise :

Pour les personnes physiques :

Nom, prénom:
N° d'identification (SIREN – 9 chiffres) :
Enseigne:
Activité exercée:
Adresse de l'établissement principal:
N° Téléphone:

Pour les personnes morales (sociétés) :

Dénomination:
N° d'identification (SIREN – 9 chiffres) :
Forme juridique: Capital: €
Siège social:
Enseigne:
Activité exercée:
Adresse de l'établissement principal:

Adresse (et éventuellement enseigne) des autres lieux d'exploitation en dehors du siège (ateliers, bureaux, usines, entrepôts....)

Nombre de salariés de l'entreprise à la date de la demande :

Montant du chiffre d'affaires annuel (à la date de clôture du dernier exercice):

ACTIF

(Inventaire des biens - Etat chiffré des créances)

BIENS IMMOBILIERS : terrains, forêts, emplacement de stationnement, maison, appartement, local commercial, entrepôt.... IMMOBILISATIONS (fonds de commerce, mobilier, matériel, véhicules, immobilisations financières ...)	Valeur en €
VALEURS D'EXPLOITATION (stocks, encours de production)	
VALEURS RÉALISABLES ET DISPONIBLES (créances sur clients, autres Créances	
DISPONIBILITES : Banque : (désignation de l'établissement, n° compte) Caisse :	
TOTAL	

PASSIF

(Etat des dettes)

A - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÈGES GÉNÉRAUX <u>nom, adresse et références</u>	Montants dûs en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
a) SALARIÉS : noms et adresses, téléphone		
b) ADMINISTRATIONS FISCALES		
c) ORGANISMES SOCIAUX (URSSAF, ASSEDIC, caisse retraite...)		
TOTAL TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR *		

* cf notice explicative

PASSIF

(Etat des dettes)

A - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÈGES SPECIAUX <u>nom, adresse et références</u>	Montants dus en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
a) CREANCIERS HYPOTHECAIRES		
b) CREANCIERS NANTIS		
c) AUTRES CREANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILEGES SPECIAUX		
TOTAL TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR *		

* cf notice explicative

PASSIF

(Etat des dettes)

A - CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES (sans privilège) nom, adresse et références	Montants dus en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
a) BANQUES		
b) ASSOCIES CREANCIERS EN COMPTE COURANT		
c) AUTRES CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES DONT FOURNISSEURS		
TOTAL TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR *		

* cf notice explicative

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cautions données - crédits baux

	Montant en Euros TTC

RESERVE DE PROPRIETE

	Montant en Euros TTC

TOTAL DE L'ACTIF:

TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir):

Pour les **sociétés en nom collectif, en commandite simple ou les GIE** :

Nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile des personnes responsables solidairement des dettes sociales:

Documents à joindre à la demande (article R631-1 du Code de Commerce) (*)

	Extrait d'immatriculation au registre du commerce ou répertoire des métiers
	Comptes annuels du dernier exercice
	Situation de trésorerie de moins de 3 mois
	Etat chiffré des créances et des dettes
	Inventaire sommaire des biens du débiteur
	Etat actif et passif des sûretés ainsi que des engagements hors bilan
	Dans le cas de l'exploitation d'installation (s) classée (s) au sens du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la copie de la décision d'autorisation ou la déclaration.
	Dans le cas de l'exercice d'une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, veuillez désigner l'ordre professionnel ou l'autorité dont vous relevez :

(*) cochez les pièces produites)

Existe-t-il un comité d'entreprise: (1) Oui - Non

A défaut des délégués du personnel: (1) Oui - Non

Des représentants ont-ils été désignés: (1) Oui - Non

Si oui, nom et adresse de ces représentants:

(1) Rayer la mention inutile

Motifs qui empêchent la production des pièces manquantes ou incomplètes prévues par l'article R631-1 du Code de Commerce :

Le soussigné (Nom, prénom):

Déclare le présent document, ainsi que les pièces annexées, sincères et véritables.

Il sollicite l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire

Le soussigné certifie :

Qu'aucune désignation de mandataire « ad hoc » ou d'ouverture d'une procédure de conciliation, n'est intervenue **dans les dix-huit mois précédant la date de la présente demande**

Que M -Mme _____ demeurant

a été désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, le
en qualité de mandataire « ad hoc »

qu'une procédure de conciliation a été ouverte selon ordonnance du Président du Tribunal de Commerce le et que

M – Mme

Demeurant

a été désigné en qualité de conciliateur .

estime être en état de cessation des paiements depuis le .. / .. /

Selon l'Article L631-1 du Code de Commerce, la cessation des paiements est caractérisée dès lors que l'on est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible, est en cessation des paiements. Toutefois, le débiteur qui établit que les réserves de crédit ou les moratoires dont il bénéficie de la part de ses créanciers lui permettent de faire face au passif exigible avec son actif disponible **n'est pas en cessation des paiements.**

Le soussigné certifie avoir pris connaissance **qu'il ne peut être ouvert de nouvelle procédure de redressement judiciaire à l'égard d'une personne soumise à une telle procédure, à une procédure de sauvegarde ou à une procédure de liquidation judiciaire, tant qu'il n'a pas été mis fin aux opérations du plan qui en résulte ou que la procédure de liquidation n'a pas été clôturée.**

Fait à

le

Signature